Société Ivoirienne de Banque, S.A. (SIB)

Rapport d'examen limité

Etats financiers semestriels

Période allant du 1er janvier au 30 juin 2018

Deloitte Côte d'Ivoire
Rue Gourgas - Plateau
01 BP 224 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 37.500.000
R.C.C.M. Abidjan 156849

Ernst & Young, S.A.
5, Avenue Marchand
01 BP 2715 Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M. Abidjan 7118

Deloitte Côte d'Ivoire
Rue Gourgas - Plateau
01 BP 224 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 37.500.000
R.C.C.M. Abidjan 156849

Ernst & Young, S.A.
5, avenue Marchand
01 BP 2715 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M. Abidjan 7118

Société Ivoirienne de Banque, S.A.
SIB
01 BP 670
Abidjan 01

Le 31 août 2018

Rapport d'examen limité sur les états financiers semestriels au 30 juin 2018

Introduction

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution des dispositions prévues à l'article 8 de l'instruction n°35-11-2016 de la BCEAO, relative à l'établissement et à la publication des états financiers individuels et consolidés, nous avons effectué l'examen limité du bilan et du hors-bilan de la Société Ivoirienne de Banque, S.A. (SIB) au 30 juin 2018 ainsi que du compte de résultat pour la période de six (6) mois se terminant à cette date, des notes comprenant le résumé des principales méthodes comptables et du rapport d'activité semestriel (ci-après les états financiers semestriels), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation des états financiers semestriels conformément au Plan Comptable Bancaire Révisé, à ses instructions d'application, ainsi qu'à l'instruction n°23-11-2016 relative aux modalités de première application du Plan Comptable Révisé de l'UMOA.

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces états financiers semestriels sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme ISRE 2410 "Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité". Un examen limité des états financiers semestriels et du rapport d'activité semestriel consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué conformément aux dispositions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers ci-joints n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Plan Comptable Bancaire Révisé, à ses instructions d'application, ainsi qu'à l'instruction n°23-11-2016 de la BCEAO relative aux modalités de première application du Plan Comptable Révisé de l'UMOA.

Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4.1 des notes annexes, qui décrit le changement de référentiel comptable (du PCB au Plan Comptable Bancaire Révisé), ce qui constitue un changement de méthode comptable.

Autre information

Les postes du compte de résultat au 30 juin 2018 présentés dans les états financiers semestriels au 30 juin 2018 ont été préparés conformément à l'instruction n°23-11-2016 de la BCEAO relative aux modalités de première application du Plan Comptable Bancaire Révisé de l'UMOA. L'article 6 de cette instruction exonère les établissements de crédit de l'élaboration d'informations relatives au premier semestre 2017 selon le Plan Comptable Révisé de l'UMOA. En conséquence, les informations du compte de résultat au 30 juin 2018 ne sont pas comparables à celles du 30 juin 2017.

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Marc-Vincens Wabi
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Ernst & Young, S.A.

Arielle-Inès Séri Bamba
Expert-Comptable Diplômée
Associée

BILAN
destiné à la publication

ETAT: COTE D'IVOIRE ETABLISSEMENT: SIB

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de FCFA)

POSTE	RUBRIQUES ACTIF	MONTANTS NETS 01/01/2018	30/06/2018
A.1	CAISSE BANQUE CENTRALE, CCP	42 953	61 043
A.2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	169 151	179 941
A.3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	46 081	21 827
A.4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	632 985	646 103
A.5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS FIXE	-	9 000
A.6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS VARIABLES	37 338	5 717
A.7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
A.8	AUTRES ACTIFS	41 534	24 267
A.9	COMPTE DE REGULARISATION	2 530	3 333
A.10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	263	263
A.11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	597	597
A.12	PRETS SURBORDONNES	-	-
A.13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 975	3 604
A.14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 461	12 838
	TOTAL ACTIF	**989 868**	**968 532**

BILAN
destiné à la publication

ETAT: COTE D'IVOIRE ETABLISSEMENT: SIB

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de FCFA)

POSTE	RUBRIQUES PASSIF	MONTANTS NETS 01/01/2018	30/06/2018
P.1	BANQUES CENTRALE, CCP	-	-
P.2	DETTES INTERBANCAIRE ET ASSIMILEES	199 505	105 425
P.3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	670 997	729 123
P.4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	6 000	6 263
P.5	AUTRES PASSIFS	14 588	25 426
P.6	COMPTES DE REGULARISATION	9 596	9 618
P.7	PROVISIONS	4 429	5 419
P.8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	10 000	10 376
P.9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	74 752	76 880
P.10	CAPITAL SOUSCRIT	10 000	10 000
P.11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	-	-
P.12	RESERVES	39 956	51 986
P.13	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
P.14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
P.15	REPORT A NOUVEAU	2 267	2 263
P.16	RESULTAT DE L'EXERCICE	22 530	12 632
	TOTAL PASSIF	**989 868**	**968 532**

HORS BILAN
destiné à la publication

ETAT: COTE D'IVOIRE ETABLISSEMENT: SIB

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de FCFA)

POSTE	RUBRIQUES HORS BILAN	MONTANTS NETS 01/01/2018	30/06/2018
	ENGAGEMENTS DONNES	**- 153 882**	**- 130 199**
HB.1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	- 49 778	- 38 730
HB.2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	- 104 104	- 91 468
HB.3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	ENGAGEMENTS RECUS	**571 741**	**714 682**
HB.4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
HB.5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	571 741	714 682
HB.6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-

COMPTE DE RESULTAT
destiné à la publication

ETAT: COTE D'IVOIRE ETABLISSEMENT: SIB

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de FCFA)

POSTE	RUBRIQUES COMPTE DE RESULTAT		MONTANTS NETS 30/06/2018
C.1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		30 392
C.2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	-	8 987
C.3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE		-
C.4	COMMISSIONS PRODUITS		11 731
C.5	COMMISSIONS CHARGES	-	1 035
C.6	GAINS OU PERTE NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION		2 363
C.7	GAINS OU PERTE NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-	156
C.8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		122
C.9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-	58
C.10	PRODUIT NET BANCAIRE		34 372
C.11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
C.12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-	14 030
C.13	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS	-	1 409
C.14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		18 932
C.15	COUT DU RISQUE	-	1 891
C.16	RESULTAT D'EXPLOITATION		17 042
C.17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES		-
C.18	RESULTAT AVANT IMPÖT		17 042
C.19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	-	4 410
C.20	**RESULTAT NET**		**12 632**

Annexe 4.1

ETAT DES CANGEMENTS DE METHODES

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

A- DECLARATION DE CONFORMITE AU PLAN COMPTABLE BANCAIRE DE L'UMOA

Nous attestons que les comptes semestriels sont conformes aux normes Comptables Bancaires Revisés régissant l'UMOA

B- INDICATION DES REGLES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Le bilan , le hors bilan, le compte de résultat ainsi que les données chiffrées de l'annexe au 30 Juin 2018 ont été établis conformément aux dispositions en vigueur du plan comptable Bancaire Révisé applicable aux établissements bancaires des pays de l'UEMOA .

Annexe 4.2

ETAT DES DEROGATIONS

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6	3	0	A	0	0	7	

Date d'arrêté C I B LC

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
A- DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX	Neant	Neant
B- DEROGATIONS AUX REGLES ET METHODES D'EVALUATION	Neant	Neant
C- DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE	Neant	Neant

Annexe 4.3

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0		0	7		
Date d'arrêté										C I B						LC

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
A- CHANGEMENTS AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION	**Créances en souffrance et les créances irrécouvrables** Au terme de l'instruction n° 026 - 11 - 2016 relative à la comptabilisation et à l'évaluation des engagements en souffrance: Les dépréciations sur les créances douteuses ou litigieuses sont constituées conformément aux principes suivants: • pour les risques directs sur les Etats de l'UMOA, les organismes publics hors administration centrale des Etats de l'UMOA ainsi que les risques garantis par ces mêmes agents économiques, la dépréciation est facultative; • pour les risques privés répondant à la définition de créances restructurées, la dépréciation, tant au titre du capital que des intérêts est facultative; • pour les risques privés non couverts ou pour la partie des risques privés non couverte par une des garanties prévues par le dispositif prudentiel et répondant à la définition de créance douteuse ou litigieuse, le montant des dépréciations doit correspondre à au moins 20% des encours non couverts à la date du transfert en créances douteuses. Il est porté à au moins 50% du montant non couvert trois mois aprés le transfert en créances douteuses et à 100% neuf mois après le transfert en créances douteuses; • pour la partie des risques privés couverte par une des garanties prévues par le dispositif prudentiel ou par les hypothèques de premier rang, et répondant à la définition de créance douteuse ou litigieuse, la dépréciation est facultative au cours des deux premières années, à compter de la date de transfert de la créance. Elle doit couvrir au moins 50% du total des créances douteuses garanties à compter de la troisième année et 100% à compter de la quatrième année. Les hypothèques de deuxième rang sont acceptées lorsque le premier rang est inscrit au nom du même établissement assujetti. • Les intérêts non réglés portés au compte de résultat et relatifs à des créances douteuses ou litigieuses doivent être intégralement dépréciés, nonobstant l'existence de garantie éligible au dispositif prudentiel. **Crédit-bail** Au terme de l'instruction n° 027 - 11 - 2016 relative à la comptabilisation des différents types de contrats de location: Les établissements assujettis bailleurs traitent les opérations de location-financement comme un crédit dont le remboursement s'effectue par les loyers, qui comprennent une part de capital et des intérêts. Le traitement comptable se décline comme suit : 1°) la créance constituée par l'investissement net correspondant au bien loué est enregistrée à l'actif à la date de prise d'effet du contrat ; 2°) au cours du contrat, les loyers sont comptabilisés en distinguant : – les intérêts financiers déterminés sur la base d'une formule traduisant le taux d'intérêt implicite de l'investissement net ; – la quote-part de remboursement en principal de la créance.	Aucun impact sur les fonds propres L'impact du retraitement sur les fonds propres s'elève à 656 millions FCFA au 01/01/2018

	Titres Au terme de l'instruction n° 029 - 11 - 2016 relative à la comptabilisation et à l'évaluation des titres appartenant aux établissements de Crédit: Tous les titres détenus par l'établissement de crédit doivent être classés selon 2 critères: • L'intention qui a conduit à l'achat qui peut être modifiée durant la période de détention ce qui induit un reclassement • Nature du revenu du titre (variable ou fixe) Cette classification comptables réglementaire prévoit différents portefeuilles titres qui sont définis en fonction l'intention de la détention et de la durée de détention : • Transaction • Placement • Investissement • Activités de portefeuille • Autres titres détenus à long terme • Participation • Parts dans les entreprises liées Le principe générale d'evaluation des titres est le suivant: • A la date de transfert de propriété, les titres sont enregistrés au bilan pour leur prix d'achat selon la classification de portefeuille retenue ; • Les frais d'acquisitions sont portées au compte de résultat ; • Entre la date de négociation et celle du transfert de propriété, les titres sont comptabilisés en hors bilan dans les comptes "titres à recevoir" ou "titres à livrer" selon que le l'on soit en achat ou vente ; • Lors de cession partielle de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée de la fraction sortie est estimée au coût moyen pondéré ou en présumant que le premier élément sorti et le premier entré ; • Les dividendes sont comptabilisés en compte de résultat dès la date d'affection du résultat décidée par l'entité émettrice du titre ; • Les coupons et intérêts courus sont comptabilisés à chaque date d'arrêté dans le compte créances rattachées du bilan ;	L'impact du retraitement sur les fonds propres s'elève à 718 millions FCFA au 01/01/2018
	Commissions et couts marginaux Au terme de l'Instruction n° 028 - 11 - 2016 relative à la comptabilisation des commissions reçues et coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours financier: • Les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction sont étalés sur la durée de vie effective du crédit selon la méthode actuarielle ou la méthode alternative • La SIB a opté pour la méthode alternative qui consiste à étaler sur la durée de vie effective du crédit, de manière linéaire ou au prorata du capital restant dû, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction.	Aucun impact sur les fonds propres
	Creance restructurées Au terme de l'instruction n° 026 - 11 - 2016 relative à la comptabilisation et à l'évaluation des engagements en souffrance: Lors de la restructuration d'une creance, tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en pertes. Au moment de la restructuration, la créance fait l'objet d'une décote dont le montant est égal à l'écart entre les actualisations, sur la base du taux d'intérêt effectif d'origine, des flux contractuels initialement attendus et des flux attendus issus de la restructuration. La décote, enregistrée en coût du risque, est amortie sur la durée résiduelle du crédit ainsi restructuré.	L'impact du retraitement sur les fonds propres s'elève à 98 millions FCFA au 01/01/2018
B- CHANGEMENT AFFECTANT LES REGLES DE PRESENTATION	**Etablissement et publication des etats financiers** Au terme de l'Instruction n° 035 - 11 - 2016 relative à l'établissement et à la publication des états financiers individuels et consolidés ,les établissements assujettis sont tenus de produire et de communiquer des états financiers arrêtés à la fin du premier semestre de chaque exercice comptable, à la Banque Centrale et à la Commission Bancaire, dans un délai de deux mois suivant la fin du semestre.	Néant

Annexe 4.4

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET ASSIMILES

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de F CFA)

CREANCES	BANQUES CENTRALES CCP	BANQUES DANS L'UMOA	AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES DANS L'UMOA	BANQUES RESTE DU MONDE	INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES OU ETRANGERES	TOTAL AU 30/06/2018	TOTAL AU 01/01/2018
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	41 940	124		5 070	2	47 136	31 197
PRETS	-	16 631	-	-	-	16 631	35 399
- Au jour le jour							
- A terme		16 631				16 631	35 399
VALEURS RECUES EN PENSION LIVREE							
- Au jour le jour							
- A terme							
CREANCES EN SOUFFRANCES					3	3	3
TOTAL AVANT DEPRECIATIONS	41 940	16 755	-	5070	5	63 770	66 599
dont admissible au refinancement de la BCEAO					0	0	0
DEPRECIATIONS					3	3	3
TOTAL APRES DEPRECIATIONS	41 940	16 755	0	5070	2	63 767	66 596

Annexe 4.5

CREANCES SUR LA CLIENTELE

ETAT:

ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de F CFA)

CREANCES	ETAT ET ASSIMILES	ISBLSM (1)	SOCIETES FINANCIERES	PARTICULIERS	AUTRES	TOTAL AU 30/06/2018	TOTAL AU 01/01/2018
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	35	631	218	3 032	120 335	124 251	132 274
PRETS A TERME	150	344	386	113 024	375 733	489 637	473 168
OPERATIONS DE PENSION LIVREE							
OPERATIONS DE LOCATION-FINANCEMENT	302	1 144	301		22 382	24 129	23 507
AFFACTURAGE							
CREANCES EN SOUFFRANCES	1	1 390	2	9 028	17 664	28 085	22 504
TOTAL AVANT DEPRECIATIONS	488	3 509	907	125 084	536 114	666 102	651 453
dont admissible au refinancement de la BCEAO				63 727		63 727	65 290
DEPRECIATIONS	-	1390	1	9 005	9 603	19 999	18 468
TOTAL APRES DEPRECIATIONS	488	2 119	906	116 079	526 511	646 103	632 985

(1) : Institution Sans Brut Lucratif au Service des Ménages

Annexe 4.6

EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE, ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE

ETAT: ETABLISSEMENT:

2 0 1 8 0 6 | 3 0 | A 0 0 7 |

Date d'arrêté | C I B | LC

(en millions de F CFA)

TITRES	30/06/2018				01/01/2018			
	EFFETS PUBLICS ET ASSIMILES	AUTRES OBLIGATIONS ET TITRES A REVENU FIXE	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	TOTAL	EFFETS PUBLICS ET ASSIMILES	AUTRES OBLIGATIONS ET TITRES A REVENU FIXE	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	TOTAL
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	**31 171**			**31 171**				**42 111**
Dont côté								-
PORTEFEUILLE DE PLACEMENT ET DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	**125 979**	**9 407**	**5 717**	**141 103**	**105 458**		**37 338**	**142 796**
								-
Brut	125 979	9 407	5 802	141 188	105 458		37 463	142 921
Dépréciations			85	85			125	125
Net	125 979	9 407	5 717	141 103	105 458		37 338	142 796
Dont côté								-
								-
PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT	**22 383**			**22 383**	**21 582**			**21 582**
Brut	22 383			22 383				-
Dépréciations				-				-
Net	22 383			22 383	21 582			21 582
Dont côté	17 253			17 253	21 582			21 582
TOTAL	**179 533**	**9 407**	**5 717**	**194 657**	**169 151**	-	**37 338**	**206 489**

Annexe 4.7

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		

Date d'arrêté C I B LC

a verifier mt brut (en millions de F CFA)

DENOMINATION DE LA SOCIETE EMETTRICE	PAYS D'IMPLANTATION	COTE/ NON COTE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL	POUCENTAGE DE DETENTION	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR COMPTABLE NETTE (N)	VALEUR COMPTABLE NETTE (N-1)	PRODUIT GENERES SUR L'EXERCICE
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES									
SGI/AFRICAINE DE BOURSE	COTE D'IVOIRE	NON COTE	Gestion et Intermediation	300	81,63%	597	597	597	
TITRES DE PARTICIPATION									
SIPRIM	COTE D'IVOIRE	NON COTE	Affaires Immobilières	1 034	7,45%	77	-	-	
AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME									
BRINKS	COTE D'IVOIRE	NON COTE	Transport de fonds	150	7,50%	11	11	11	
SICOGI	COTE D'IVOIRE	NON COTE	Affaires Immobilières	4 560	0,02%	1	1	1	
SCI LAGUNES	COTE D'IVOIRE	NON COTE	Affaires Immobilières	815	0,01%	10	-	-	
GROUPE INTERBANCAIRE MONETIQUE UMOA (GIM)	SENEGAL	NON COTE	Services Monétiques	9 529	0,16%	15	15	15	
GARI	TOGO	NON COTE	Fonds Garantie des Investisseurs Privés	12 955	0,15%	20	20	20	
CRHH UMOA	TOGO	NON COTE	Refinancements Hypothécaires UMOA	5 831	3,70%	216	216	216	

9 780 000,00

Annexe 4.8

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de F CFA)

IMMOBILISATIONS	MONTANT BRUT AU DE DEBUT DE L'EXERCICE	ACQUISITIONS DE L'EXERCICE / REEVALUATION	CESSION OU RETRAIT DE L'EXERCICE	MONTANT BRUT A LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS/DEROGATOIRES				MONTANT NET A LA FIN DE L'EXERCICE
					EN DEBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	EN FIN D'EXERCICE	
IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION									
Immobilisations incorporelles	8 392	18		8 410	4 417	389		4 806	3 604
Immobilisations corporelles - Prises en location-financement - Mises en location simple - Autres	30 218	834		31 052	18 851	1 015		19 866	11 187
IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION									
Immobilisation incorporelles									
Immobilisation corporelles	323			323	106	6		112	211

Annexe 4.9

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

ETAT: 2 0 1 8 0 6 3 0 — Date d'arrêté

ETABLISSEMENT: A 0 0 7 — C I B — LC

(en millions de F CFA)

DETTES	BANQUES CENTRALES CCP	BANQUES DANS L'UMOA	AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES DANS L'UMOA	BANQUE RESTE DU MONDE	INSTITUTIONS FINANCIERE INTERNATIONALES OU ETRANGERE	TOTAL AU 30/06/2018	TOTAL AU 01/01/2018
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		**2 328**	**1 219**	**21 428**		**24 975**	**6 811**
EMPRUNTS	-	**17 758**	**7 677**	-	-	**25 435**	**25 291**
Au titre du marché monetaire							
Au jour le jour							
A terme		17 758	7 677			25 435	25 291
VALEUR DONNEES EN PENSION LIVREE	**55 015**	-	-	-	-	**55 015**	**167 403**
Au jour le jour							
A terme	55 015					55 015	167 403
TOTAL	**55 015**	**20 086**	**8 896**	**21 428**	-	**105 425**	**199 505**

Annexe 4.10

DEPOTS A LA CLIENTELE

ETAT: 2 0 1 8 0 6 3 0 — Date d'arrêté

ETABLISSEMENT: A 0 0 7 — C I B ; LC

(en millions de F CFA)

DEPOT	ETAT ET ASSIMILES	ISBLSM (1)	SOCIETES FINANCIERES	PARTICULIERS	AUTRES	TOTAL AU 30/06/2018	TOTAL AU 01/01/2018
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	29 274	17 370	2 947	114 654	273 199	437 444	391 957
COMPTES ET DEPOTS A TERME	5 000	8 788	5 571	38 650	66 954	124 963	114 727
OPERATIONS DE PENSION LIVREE							
COMPTE D'EPARGNE A REGIME SPECIAL				144 562	3 004	147 566	142 897
AUTRES DEPOTS	98	401	481	7 721	10 449	19 150	21 416
TOTAL	34 372	26 158	8 999	305 587	353 606	729 123	670 997

Annexe 4.11

DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE, EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES

ETAT:

2	0	1	8	0	6	3	0

Date d'arrêté

ETABLISSEMENT:

A	0	0	7

C I B

LC

(en millions de F CFA)

	DEVISE	MONTANT EN DEVISE A L'ORIGINE	TAUX D'INTERET	CONDITION SUSPENSIVES DE PAIEMENT DES COUPONS	ECHEANCE	MONTANT AU 30/06/2018	MONTANT ADMIS DANS LES FONDS PROPRES PRUDENTIELS
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE						**6 263**	
- Emprunts obligataires							
- Autres dettes						6 263	
SICAV CERTIFICAT DE DEPOT TRANCH1	XOF	4 000,00	5,50%		23/08/2019	4 185	
SICAV CERTIFICAT DE DEPOT TRANCH2	XOF	2 000,00	5,50%		10/10/2019	2 078	
EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES						**10 376**	**10 000**
- A durée determinée	XOF	10 000,00	7,50%		28/12/2024	10 376	10 000
- A durée indeterminée							
TOTAL						**16 639**	**10 000**

Annexe 4.12

DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7			
Date d'arrêté										C I B					LC	

(en millions de F CFA)

DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	01/01/2018	DOTATIONS	REPRISES		30/06/2018
			Sans objets	Autres	
DEPRECIATIONS	**26 442**	**5281**	**11 497**		**20 226**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3				3
Créances sur la clientèle	26 175	5281	11 457		19 999
Titres de placement	125		40		85
Titres de participation et assimilés	87				87
Autres actifs	52				52
PROVISIONS	**4 554**	**1 803**	**443**		**5 914**
Risques d'exécution d'engagements par signature sur établissement de crédit					
Risques d'exécution d'engagement par signature sur clientèle	1 034	1106	239		1 901
Pensions de retraite et obligations similaires		697			697
Autres risques et charges	3 520		204		3 316

Annexe 4.13

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de FCFA)

CAPITAUX PROPRES	CAPITAL	PRIMES D'EMISSION ET DE FUSION	RESERVES REPORT A NOUVEAU RESULTAT	CAPITAUX PROPRES
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2016	10 000		39 956	49 956
Ajustements de debut de période				
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2017	10 000		39 956	49 956
Augmentation / Réduction de capital				
Résultat de la période			22 530	
Distribution de dividendes			10 500	
Autres mouvements				
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2017	10 000		52 975	62 975
Ajustement en début de période			1 273	
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2018	10 000		54 248	64 248
Augmentation / Réduction de capital				
Résultat de la période			12 632	
Distribution de dividendes				
Autres mouvements				
BILAN AU 30/06/2018	10 000		66 880	76 880

Annexe 4.14

REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		

Date d'arrêté C I B LC

(en millions de F CFA

MONTANT DU CAPITAL SOCIAL	10 000
MONTANT DU CAPITAL SOUSCRIT ET NON APPELE	
VALEUR NOMINALE DES TITRES	200

IDENTITE DES ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	NATIONALITE	ADRESSE	NOMBRE DE TITRES DETENUS 30/06/2018	NOMBRE DE TITRES DETENUS 01/01/2018	PART DU CAPITAL	POURCENTAGE DE DROITS DE VOTE
PERSONNES MORALES			**40 000 000**	**8 000 000**	**8 000**	**80%**
ATTIJARIWAFA BANK	MAROCAINE		25 500 000	5 100 000	5 100	51%
ATTIJARI IVOIRE HOLDING SA	MAROCAINE		12 000 000	2 400 000	2 400	24%
Dont ETAT	IVOIRIENNE		**2 500 000**	**500 000**	500	5%
DONT Organismes publics						
PERSONNES PHYSIQUES HORS SALARIES			**8 500 000**	**1 700 000**	**1 700**	**17%**
FLOTTANT			8 500 000	1 700 000	1 700	17%
SALARIES			**1 500 000**	**300 000**	**300**	**3%**
PERSONNEL SIB	IVOIRIENNE		1 500 000	300 000	300	3%
TOTAL			**50 000 000**	**10 000 000**	**10 000**	**100%**

Annexe 4.16

OPERATIONS EN DEVISES

ETAT: 2 0 1 8 0 6 3 0 — Date d'arrêté

ETABLISSEMENT: A 0 0 7 — C I B — LC

(en millions de F CFA)

DEVISES		30/06/2018				01/01/2018			
		ACTIF	PASSIF	DEVISES A RECEVOIR	DEVISES A LIVRER	ACTIF	PASSIF	DEVISE A RECEVOIR	DEVISES A LIVRER
124	DOLLAR CANADIEN	53	0			41	2		
392	YEN JAPONAIS	1	5			1	5		
504	DIRHAM MAROCAIN	-	6			42	-		
756	FRANC SUISSE	111	1			87	1		
788	DINAR TUNISIEN	11	-			11	-		
826	LIVRE STERLING	214	1			279	1		
840	DOLLARS U.S	132	4 145	4 027	11 758	757	249	1 716	43 233
950	Franc CFA	95	-			49	-		
978	EURO	6 540	21 479	12 258	4 732	10 833	9 285	54 208	2 617
TOTAL		7 156	25 636	16 285	16 490	12 100	9 543	55 924	45 850

Annexe 4.17

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de F CFA)

ENGAGEMENTS	01/01/2018	30/06/2018
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES		
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit et assimilés	**0**	**0**
Crédits documentaires		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements de financement donnés		
Engagement de financement en faveur de la clientèle	**49 778**	**-38 730**
Crédits documentaires import	25 499	-21 033
Acceptations ou engagements de payer	8 231	-1 201
Ouvertures de crédits confirmés	16	-16
Autres engagements de financement donnés	16 031	-16 480
Engagement de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés	**-435**	**-296**
Confirmation d'ouvertures de crédits documentaires		
Acceptations ou engagements de payer		
Autres engagements donnés	-435	-296
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**-103 669**	**-91 468**
Obligations cautionnées	-720	-739
Cautions, avals et autres garanties donnés	-98 388	-78 120
Garanties de remboursement de crédit		
Autres garanties données	-4 561	-12 609
Engagements douteux	**-1 185**	**-4 433**
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUES		
Engagements de financement recus des établissements de crédits et assimilés		
Crédits documentaires		
Acceptations ou engagement de payer		
Ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements de financement recus		
Engagements de financement recus de la clientèle		
Acceptations ou engagement de payer		
Autres engagements de financement recus		
Engagements de garantie recus des établissements de crédit et assimilés		
Confirmations d'ouvertures de crédits documentaires		
Acceptations ou engagement de payer		
Autres engagements recus	14 801	12 754
Engagements de garantie recus de la clientèle	**556 940**	**701 928**
Garanties recues de l'Etat et des organismes assimilés		
Garanties reçues des entreprises d'assurance et de capitalisation	10	
Garanties reçues de la clientèle finacière		
Autres garanties reçus	556 930	701 928

Annexe 4.18 Obtenir la source de

VALEURS ET SURETES RECUES/DONNEES EN GARANTIE

ETAT: ETABLISSEMENT:

2 0 1 8 0 6	3 0	A 0 0 7	
Date d'arrêté		C I B	LC

(en millions de FCFA)

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	VALEUR NETTE COMPTABLE	RUBRIQUE DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CREANCES OU ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS DONNES COUVERTS
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	0		-
AUTRES TITRES	4 316		13 701
HYPOTHEQUES	85 684		- 186 303
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES	29 140		- 715 988
TOTAL	119 140		915 992

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE	VALEUR NETTE COMPTABLE	RUBRIQUE DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU ENGAGEMENTS RECUS	MONTANT DES DETTES ET DES ENGAGEMENTS RECUS COUVERT
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	INFORMATION BQ CE		Chapitre 1761
AUTRES TITRES			
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES			
TOTAL			

Annexe 4.19

COUT DU RISQUE

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de F CFA)

	31/12/2016	01/01/2018	30/06/2018
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT			
Dotations nettes pour dépréciations			
Pertes non couvertes par des dépréciations			
Récupérations sur créances amorties			
CREANCES SUR LA CLIENTELE	**1681**	**1 900**	**900**
Dotations nettes pour dépréciations	1681	1 873	3 823
Pertes non couvertes par des dépréciations		27	6
Récupérations sur créances amorties			2 929
AUTRES RISQUES		**462**	**991**

Annexe 4.20

EVOLUTION DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7			

Date d'arrêté C I B LC

(en millions de F CFA)

ELEMENTS	31/12/2016	01/01/2018	30/06/2018
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	41 112	74 752	76 880
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
Produit net bancaire	50 732	56 747	34 372
Résultat d'exploitation	25 318	26 850	17 042
Impôt sur le résultat	4 030	4 235	4 410
Résultat net	17 091	22 530	12 632
RESULTAT PAR ACTION			
Résultat net par action ou part sociale	0,0017091	0,0022530	0,00025264
Bénéfice distribué par action ou part sociale	0,0000950	0,0001050	
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE			
Rémunérations brutes de l'exercice	10 139	11 103	6 118
Avantages sociaux versés aux personnels	1 939	2 071	1 011
Participations et intéressement	0	257	273
Effectif moyen au cours de l'exercice	704	740	791

Annexe 4.21

INFORMATIONS SECTORIELLES

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6	3	0	A	0	0	7	
Date d'arrêté								C I B				LC

(en millions de F CFA)

	ETAT DU DECLARANT	AUTRES ETATS DE L'UMOA	AUTRES RESIDENTS UMOA	RESTE DU MONDE	TOTAL 30/06/2018	TOTAL 31/12/2017
BILAN						
ACTIF	-926 093	-35 772	-38	-6 628	-968 531	-989 868
Passif	850 251	34 572	55 166	28 542	968 531	989 868
HORS BILAN						
Engagements données	-114 295			-15 903	-130 198	-153 882
Engagement reçus	711 373			3 309	714 682	571 741
COMPTE DE RESULTAT						
Produit net bancaire	34 372				34 372	56 747

Annexe 4.22

RENUMERATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS

ETAT: ETABLISSEMENT: SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE

2	0	1	8	0	6		3	0		A	0	0	7		
Date d'arrêté										C I B				LC	

(en millions de F CFA)

REMUNERATIONS ET AVANTAGES	01/01/2018	30/06/2018
RENUMERATIONS BRUTES Y COMPRIS LES INDEMNITES DE FONCTION ET LES AVANTAGES EN NATURE		
Rémunérations brutes	339	173
Indemnités de fonction	-	-
Avantages en nature	90	66
PAIEMENTS A BASE D'ACTIONS		
Nombre d'actions	-	-
Valorisation de l'action au 31/12	-	-
Nombre d'options non exercées au 31/12	-	-
Valorisation de l'action au 31/12	-	-
AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI		
Indemnités de fin de carrière		2
Régime de retraite a cotisations definies	7	3
ASSURANCE MALADIE	5	2
AUTRES AVANTAGES (ASSURANCE DECES)	2	2

Annexe 4.23

PRETS, AVANCES ET GARANTIES ACCORDES AUX DIRIGEANTS

ETAT: ETABLISSEMENT: SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE

2	0	1	8	0	6		3	0						

Date d'arrêté C I B LC

(en millions de FCFA)

PRETS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITE DU BENEFICIAIRE	MONTANT		TAUX D'INTERET	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
PRETS					
	DIRECTION GENERAL	26	6	3,25%	
	DIRECTION GENERAL	30	7	3,25%	
	DIRECTION GENERAL	20	5	3,75%	
	DIRECTION GENERAL	30	27	3,25%	
	DIRECTION GENERAL	100	90	3,75%	
	DIRECTION GENERAL	30	29	3,25%	
	DIRECTION GENERAL	100	96	3,75%	
AVANCES					
	DIRECTION GENERAL		12	5,50%	
GARANTIES					

Annexe 4.24

OPERATIONS REALISEES AVEC LES PARTIES LIEES

ETAT: ETABLISSEMENT:

2	0	1	8	0	6	3	0	A	0	0	7	

Date d'arrêté C I B LC

(en million de F CFA)

OPERATIONS	30/06/2018				01/01/2018			
	FILIALES SGI	CO-ENTREPRISE	AUTRES PARTICIPATION SIGNIFICATIVES	ENTITES LIEES AUX ADMINISTRATEURS ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	FILIALES	CO-ENTREPRISE	AUTRES PARTICIPATION SIGNIFICATIVES	ENTITES LIEES AUX ADMINISTRATEURS ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES
ACTIF								
Prêts, avances et titres								
Compte ordinaires débiteurs								
Prêts								
Titres	-597	4113000000			-597			
Autres actifs								
TOTAL	**-597**				**-597**			
PASSIF								
Dépôts	2 800	Ok cf BG CLI 343668			2 860			
Compte ordinaires créditeurs	5 871	Ok cf BG CLI 343668			6 210			
Auttres emprunts								
Dettes représentées par des titres								
Autres passifs								
TOTAL	**8 671**				**9 070**			
ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNEES								
Engagements de financements donnés								
Engagements de garantie donnés	-1 071	Ok cf BG CLI 343668			-1 185			
TOTAL	**-1 071**	Ok cf BG CLI 343668			**-1 185**			
PRODUITS ET CHARGES								
Interêt et produits assimilés								
Interêt et charges assimilées	3				0			
Commissions (produits)					5	NCP 78240000001		
Commissions (charges)								
Autres produits								
Autres charges								
TOTAL NET								

Annexe 4.25

COMPTES DE LA CLIENTELE

ETAT:

ETABLISSEMENT:

A	A	A	A	M	M	J	J

Date d'arrêté

C I B

LC

(en nombre)

NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	01/01/2018	30/06/2018
COMPTES COURANTS	13 411	14 147
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DE L'ETAT DU DECLARANT	118 279	121 664
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DE L'UMOA	136	141
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DU RDM	2 994	3 243
COMPTES D'EPARGNE	226 426	229 766
COMPTES A TERME	1 080	1 211
BONS DE CAISSE	9	5
AUTRES COMPTES DE DEPOTS	9 102	9 354

Annexe 4.26

RESEAU

ETAT: 2 0 1 8 0 6 — 3 0 Date d'arrêté

ETABLISSEMENT: A 0 0 7 C I B — LC

(en nombre)

RESEAU	31/12/2017	30/06/2018
GUICHET PERMANENT	60	62
GUICHETS PERIODIQUES		
DISTRIBUTEURS/ GUICHIETS AUTOMATIQUES DE BANQUE	78	79
SUCCURASALES ET AGENCES A L'ETRANGER		
BUREAUX DE REPRESENTATION		

Annexe 4.27

TABLEAU DES EFFECTIFS, DE LA MASSE SALARIALE ET DU PERSONNEL EXTERIEUR

ETAT:

ETABLISSEMENT: SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE

2 0 1 8 0 6	3 0	A 0 0 7	
Date d'arrêté		C I B	LC

(en millions de F CFA)

PERSONNEL PROPRE	EFFECTIFS								MASSE SALARIALE							
	ETAT DU DECLARANT		UMOA		RDM		TOTAL		ETAT DU DECLARANT		UMOA		RDM		TOTAL	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
CADRES ET ASSIMILES	226	201	3	0	4	1	233	202	2 465	1 716	41	0	331	4	2 838	1 720
TECHNICIENS ET ASSIMILES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AGENTS DE MAITRISE	196	207	3	1	0	1	199	209	676	733	10	3	0	4	685	740
EMPLOYES ET OUVRIERS	3	0	0	0	0	0	3	0	11	0	0	0	0	0	11	0
TOTAL	425	408	6	1	4	2	435	411	3 152	2 449	51	3	331	8	3 534	2 460

PERSONNEL EXTERIEUR	EFECTIFS								CHARGES TOTALES
	ETAT DU DECLARANT		UMOA		RDM		TOTAL		
	M	F	M	F	M	F	M	F	
CADRES ET ASSIMILES									
TECHNICIENS ET ASSIMILES									
AGENTS DE MAITRISE									
EMPLOYES ET OUVRIERS	13	9	5	1	0	0	18	10	38
TOTAL	13	9	5	1	0	0	18	10	38